

Un seul candidat pour battre les marchands d'illusions

EDOUARD TETREAU ([HTTPS://WWW.LESECHOS.FR/JOURNALISTES/INDEX.PHP?ID=21810](https://www.lesechos.fr/journalistes/index.php?id=21810)) / Associé-gérant de Mediafin
| Le 01/02 à 06:00



Un seul candidat pour battre les marchands d'illusions

Si l'on en croit les sondages, une gauche radicale unifiée et l'extrême droite pourraient se retrouver face à face au deuxième tour de l'élection présidentielle. Les candidats du réel doivent d'urgence s'organiser.

Avez-vous signé la pétition www.1maispas3.org ? Probablement pas. Elle fait partie des nombreuses initiatives qui fleurissent depuis lundi matin, recueillant des dizaines de milliers de signatures d'êtres humains, et éventuellement de robots, appelant à réunir les trois candidatures de la gauche extrême en une.

Cette chronique n'a pas de vocation politique et encore moins partisane. Mais les séismes qui secouent actuellement les démocraties occidentales, où le pouvoir bascule d'élection en élection dans les mains des populistes, obligent à regarder ce qui vient en France avec

ce qu'il faut de calme et de lucidité. Pour faire simple : la gauche extrême et l'extrême droite sont aux portes du pouvoir et l'obtiendront si les candidats de la raison, disons plutôt les candidats du réel, commencent à s'entre-déchirer.

Le sondage publié par Kantar Sofres en début de semaine fait émerger une réalité nouvelle : si Yannick Jadot, Jean-Luc Mélenchon et Benoît Hamon réunissaient leurs forces derrière un seul candidat, celui-ci obtiendrait 27 % des suffrages au premier tour de la présidentielle. 28 % en agrégeant les voix de Philippe Poutou et de Nathalie Arthaud. Loin devant Marine Le Pen à 25 %. Les candidats du réel, ceux qui veulent maintenir la France en Europe et dans la zone euro plutôt que de lui faire subir une expérience à la Trump ou à la Chavez, seraient largement battus - 21 % pour Emmanuel Macron et 22 % pour François Fillon (sondage réalisé au tout début du « Penelopegate »).

Du côté de la gauche radicale, la seule proposition de Benoît Hamon sur le revenu universel - proposition très éloignée de son principe, d'essence libérale - réclamerait 468 milliards d'euros en année pleine, dicit l'Insee. Une paille : il faudrait faire passer la **TVA** (https://www.lesechos.fr/finance-marches/vernimmen/definition_tva.html#xtor=SEC-3168) à... 68 % pour la financer. Le reste du programme - légalisation de l'euthanasie active, encouragement à la délation (protection des « lanceurs d'alerte »), mise en place d'une « police des discriminations », est assez digne de MM. Fouquier-Tinville et Saint-Just.

Du côté de l'extrême droite, et plus largement des ennemis de l'Europe et de l'euro, la facture d'un retour au franc, ou de la simple menace d'une désagrégation de l'euro, est moins précisément chiffrable. Est-ce que le relèvement des **taux d'intérêts** (https://www.lesechos.fr/finance-marches/vernimmen/definition_taux-dinteret.html#xtor=SEC-3168) sera de 5, de 10 ou de 20 points - comme ce fut le cas pour la Grèce entre 2009 et 2012 ? Malgré le professionnalisme et la qualité assez exceptionnelle des travaux de l'Agence France Trésor, nous n'éviterions pas un doublement ou un triplement du seul **service de la dette** (https://www.lesechos.fr/finance-marches/vernimmen/definition_service-de-la-dette.html#xtor=SEC-3168) - actuellement de plus de 40 milliards d'euros par an. Et si la France sortait réellement de l'euro, pour porter sa dette en nouveau franc - appelons-le « franc Marine », une dévaluation raisonnable de 30 % renchérirait d'autant le montant de notre dette. 2.150 milliards d'euros à rembourser avec une monnaie dévaluée de 30 % revient à rembourser 3.070 milliards d'euros. Un surcoût de 920 milliards d'euros : merci, Marine Le Pen !

Les lecteurs des « Echos » connaissent ces faits et comprennent ces chiffres, savent que nous vivons dans un monde réel, fait de contraintes financières, de défis économiques et de dangers, et d'opportunités multiples pour nos sociétés. Mais ces réalités n'intéressent

plus la majorité de l'électorat français, si le sondage Kantar Sofres est juste. A l'extrême gauche, l'altermondialisme domine autant que les « alternative truths », les vérités alternatives, font florès à l'extrême droite.

Comment lutter face à des dynamiques qui ignorent la vérité des faits, la rationalité des chiffres et arguments ? Et, surtout, comment, dans moins de 90 jours, éviter le pire à la France : un gouvernement de néofascistes sponsorisés par M. Poutine, à l'image de celui qui se met en place aux Etats-Unis ; ou un gouvernement de néochavistes, Hugo Chavez, l'homme qui a ruiné le Venezuela, étant une des idoles de M. Mélenchon.

Sauf surprise de dernière minute, dans ce jeu de massacre qu'est cette campagne présidentielle de 2017, où tous les candidats de gouvernement sont écartés soit par les électeurs des primaires, soit par leurs erreurs et errements passés qui resurgissent opportunément, il n'y aura que deux candidats à proposer une politique prenant en compte la réalité du monde : Emmanuel Macron et François Fillon - ou celui ou celle qui devra le remplacer au pied levé du fait de l'accumulation de révélations en cours, venant fragiliser la crédibilité du candidat de la rigueur.

C'est déjà un candidat de trop, pour qui veut éviter un second tour entre l'extrême gauche et l'extrême droite.

Quel que soit ce « candidat du réel », il ou elle devra disposer du plus précieux antidote contre les populismes : l'espoir. La capacité d'incarner une autre façon d'exercer la politique. De proposer un chemin de progrès et de liberté pour le plus grand nombre, pas seulement pour quelques-uns. D'exécuter un programme d'efforts et de redressement, à la seule condition qu'il apporte des réponses tangibles aux demandes de populations s'estimant à juste titre abandonnées par des élites fatiguées ou négligentes : l'environnement, massacré par une génération ; l'éducation, hélas toujours nationale, qui ne peut plus laisser des centaines de milliers d'enfants chaque année au bord du chemin.

Faire le choix de l'optimisme et du renouveau, dans un monde qui veut choisir le pessimisme et le retour en arrière, c'est-à-dire la guerre.

Pour de nombreux historiens, la guerre de 1914 n'aurait jamais dû avoir lieu. Elle fut le fruit d'un accident et d'engrenages incontrôlés. Le monde de 2017 est en train de connaître un moment similaire. Il ne faudrait pas que, par inadvertance ou souci d'intérêts personnels, les candidats du réel ne cherchent pas à s'unir derrière un seul candidat capable de battre les candidats du mensonge et de la haine, ceux de l'extrême droite et de l'extrême gauche.

Edouard Tétreau

Edouard Tétreau est associé gérant de Mediafin (www.edouardtetreau.com)

(javascript:void(0);)